



REVUE DE PRESSE ESPRIT SURCOUF Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1 – L'introuvable cohérence de la politique extérieure turque (Orient XXI, Samim Akgönul).....	2
2 – La Corée du Nord, les enjeux de l'émergence d'une puissance nucléaire (géostrategia avec l'université de technologie de Troyes, Alex Bedos).....	3
3 – La Chine veut-elle être un modèle alternatif ? (Ouest France, Philippe Le Corre).....	4
DÉFENSE	6
1 – La France n'entend pas lancer d'opération militaire dans le nord de la Syrie en dehors de la coalition anti-EI (OPEX 360, Laurent Lagneau).....	6
2 – Atos prépare l'avenir du soldat connecté (Atos, communiqué de presse).....	7
3 – Cyberdéfense : quelle stratégie pour la France ? (Institut Montaigne, Agathe Cagé).....	8
ÉCONOMIE	9
1 – « De passager clandestin de la mondialisation, la Chine s'affirme aujourd'hui comme son pilote » (IRIS, le point de vue de Barthélémy Courmont).....	10
2 – Nucléaire : difficultés pour le projet franco-japonais en Turquie (Les Echos, Yann Rousseau et Véronique Le Billon).....	11
3 – « Les DRH doivent se saisir du sujet de l'intelligence artificielle » (Le nouvel économiste, Sylvain Duranton, BCG, propos recueillis par Patrick Arnoux).....	12

1 – L'introuvable cohérence de la politique extérieure turque (Orient XXI, Samim Akgönül)

Ces dernières années, la politique extérieure turque a été marquée par les revirements et les renversements d'alliances. Certains la présentent comme « néo-ottomane », un concept sans consistance qui n'aide pas à comprendre les stratégies en œuvre. Depuis le référendum constitutionnel de 2010 et surtout le début de la guerre fratricide entre l'homme fort du régime, Recep Tayyip Erdoğan, et le mouvement guléniste en 2013, la caractéristique principale de la politique interne de la Turquie est l'inconsistance, qui a amené le discours politique au sommet d'un pragmatisme machiavélique. Cela vaut également pour la politique étrangère dont les errements, les retournements de situation et d'alliances ont atteint une vitesse vertigineuse. Mais si cette absence de ligne politique intérieure a été vendue avec succès comme réalisme — en même tant qu'un discours victimaire constant —, les échecs cuisants de la diplomatie sont plus difficiles à rationaliser.

Un écart entre moyens et ambitions

Après les mouvements contestataires dans le Proche-Orient qui ont débuté à partir de 2011, Ankara a commencé à caresser le rêve de devenir le leader régional, brandissant la carte du sunnisme politique pour installer partout des régimes proches du mouvement des Frères musulmans. La diplomatie turque a dû opérer un *aggiornamento* douloureux : délaisser la politique pro-occidentale traditionnelle pour une rhétorique à la fois anti-occidentale, antisémite et pro-islamiste. Ce rêve s'est finalement avéré irréalisable en raison de la méconnaissance de la région par la diplomatie turque, et surtout de l'écart immense entre le capital social, culturel, politique et financier de la Turquie et ses ambitions. L'islam politique turc avait promis de réconcilier religion et valeurs libérales à un moment où, après le 11 septembre 2001, l'Occident était à la recherche d'alliés potentiels pour casser la dichotomie artificielle du « choc des civilisations », le monde islamique étant vu comme ennemi du monde occidental. Les gouvernements successifs du Parti de la justice et du développement (AKP) se sont peu à peu éloignés de cette promesse salutaire pour la paix globale pour opter pour une ligne conflictuelle et clivante, à la fois pour des raisons électorales — le discours belliqueux vaut bien plus en Turquie que le discours pacifiste — et idéologiques : l'objectif d'un islam politique dirigé par la Turquie. Ainsi, alors que la diplomatie turque s'est accommodée volontiers des principes des démocraties libérales occidentales de 2002 jusqu'aux alentours de 2010, la nouvelle décennie a débuté avec un revirement spectaculaire, dû notamment à l'arrivée du très controversé Ahmet Davutoğlu au ministère des affaires étrangères. Les mouvements protestataires du Proche-Orient ont définitivement éloigné la politique étrangère d'Ankara de l'axe européen. Elle s'est muée non pas en une politique cohérente à l'égard de telle ou telle région, mais plutôt en des errements et retournements constants au gré des aléas régionaux et mondiaux. Ainsi avons-nous été témoins du rapprochement de la Russie opéré par la Turquie pour accéder à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)¹, avant de la considérer comme ennemie ; qui, quelques mois après, est devenue l'alliée principale en Syrie, puis redevenue une rivale régionale. De

semblables constats peuvent être faits vis-à-vis des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, de l'Iran ou d'Israël. Derrières ces revirements, il y a clairement l'absence de profondeur théorique et empirique du « néo-ottomanisme ». Cette nouvelle idéologie est un tissu de paradoxes, car elle manie un discours à la fois victimaire et révisionniste. À travers la sur-« turquisation » et la surislamisation de l'histoire ottomane pour galvaniser un peuple traversé de fractures identitaires insurmontables, le pouvoir en place a dû déclarer l'ensemble du Proche-Orient ou, à défaut et *a minima* la Syrie, comme un *hinterland* mérité et légitime. Il a d'abord été l'allié principal du régime de Bachar Al-Assad avant de le désigner comme l'ennemi à abattre. Pour ce faire, il a directement et indirectement soutenu la formation de l'organisation de l'État islamique (OEI) avec lequel il y avait une proximité identitaire sunnite contre Damas alaouite — et donc hétérodoxe — et des intérêts financiers communs, notamment à travers l'acheminement du pétrole de la région. Ensuite, une fois que l'OEI est devenu le spectre incontrôlable de l'Occident effaré — et de la Turquie —, Ankara a dû changer son fusil d'épaule et seconder la coalition afin de la neutraliser (mais pas trop).

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://orientxxi.info/magazine/l-introuvable-coherence-de-la-politique-exterieure-turque.2362>

[Retour au sommaire](#)

2 – La Corée du Nord, les enjeux de l'émergence d'une puissance nucléaire (géostrategia avec l'université de technologie de Troyes, Alex Bedos)

Les différentes puissances militaires mondiales se mobilisent actuellement pour comprendre et tenter de contrôler la nucléarisation de la Corée du Nord. La problématique de l'acquisition de l'arme atomique par un pays fait donc de nouveau surface, presque 50 ans après le « Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires » signé en 1968 par la quasi-totalité des pays du monde, y compris par l'Etat nord-coréen. S'étant retiré de ce traité le 10 Janvier 2003, la Corée du Nord entre alors dans une politique d'armement nucléaire qui aboutira par la réalisation de 6 essais nucléaires, le dernier en date étant celui du 3 Septembre 2017. Les pressions se font alors grandissantes avec les autres puissances mondiales, et notamment avec les Etats-Unis. Jusqu'au début de Mars 2018, le temps des négociations semble sur le point d'être révolu entre Washington et Pyongyang. Né en 1948 suite à la libération de la péninsule coréenne de l'emprise japonaise par les Etats-Unis et l'Union Soviétique, la Corée du Nord a toujours été au cœur des tensions mondiales. Lieu stratégique de l'opposition américano-soviétique à l'époque de la Guerre Froide, ce pays d'Asie du Nord-Est a toujours porté une étiquette d'Etat secret aux yeux du reste du monde. En effet, il est difficile d'obtenir des informations sur les activités internes du pays tant le pouvoir en place s'efforce de maintenir un contrôle total des informations entrantes et sortantes du territoire. Si bien que les rumeurs les plus folles prolifèrent quant aux agissements (exécution spectaculaires, traditions loufoques ...). Mais paradoxalement, bien que le pouvoir nord-coréen s'applique à montrer la plus grande discrétion dans ses agissements, il sait également se montrer démonstratif pour étaler la puissance de son

arsenal militaire et, nouvellement, nucléaire. Ainsi, depuis plusieurs années, les dirigeants de Pyongyang, la capitale du pays, exercent une pression sur les autres pays en développant ouvertement un programme d'armement nucléaire. Les enjeux de cette nucléarisation sont de deux types :

Tout d'abord, il existe des intérêts et des motivations internes au pays. Malgré toutes les menaces reçues des autres pays ainsi que par le Conseil de Sécurité de l'ONU, le gouvernement de Kim Jong-Un persiste dans sa politique de nucléarisation de l'Etat nord-coréen. Quelles sont donc les raisons motivant la Corée du Nord à poursuivre sa campagne de nucléarisation ?

Ensuite, la nucléarisation présente également des enjeux pour d'autres pays. Au-delà des enjeux personnels pour l'Etat nord-coréen, les impacts de cette nucléarisation sur la géopolitique mondiale sont nombreux. L'acquisition de l'arme nucléaire et la campagne d'essais réalisés par les autorités de Pyongyang qui en découle entraînent des tensions pouvant amener à des conflits régionaux et même internationaux. Cette situation conflictuelle inquiète certains acteurs étatiques mais profite parallèlement à d'autres. Quels peuvent donc être les intérêts des autres pays vis-à-vis de la situation de la péninsule coréenne ?

Les intérêts propres au pays

Bien qu'elle se soit faite dans la plus grande discrétion, malgré les forts soupçons qui planaient sur la scène internationale, la nucléarisation de la Corée du Nord n'est plus un secret. Bien au contraire, les dirigeants nord-coréens n'hésitent pas à afficher les avancées de leur programme de développement d'armes atomiques aux yeux de tous, notamment en rendant public des photos des différents essais nucléaires. Les nombreux défilés militaires organisés par le pouvoir sont également des occasions de relayer des images par le biais des médias du régime et même du monde entier.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.geostrategia.fr/la-coree-du-nord-les-enjeux-de-lemergence-dune-puissance-nucleaire/>

[Retour au sommaire](#)

3 – La Chine veut-elle être un modèle alternatif ? (Ouest France, Philippe Le Corre)

Cette année, la session du Parlement chinois, exercice routinier et peu conséquent (notamment par rapport au congrès du Parti communiste qui se tient tous les cinq ans), avait été précédée d'une annonce explosive : les députés chinois voteraient la levée de la limite des deux mandats présidentiels dans la Constitution, permettant ainsi à Xi Jinping, secrétaire général du PCC, de se maintenir à la tête de l'État indéfiniment. Depuis quelques jours, c'est chose faite. Le reste de la planète est en droit de se demander à quelle Chine il va désormais s'adresser. À un régime dictatorial qui cherche à imposer sa marque aux quatre coins du monde, et cache de moins en moins sa volonté d'en découdre avec l'Occident ? Ou à une Chine toujours ouverte sur le

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 53

monde, prête à ouvrir son marché et à coopérer sur des marchés tiers, quitte à devenir l'investisseur principal ? Les réformes - économiques tout au moins - sont-elles toujours à l'ordre du jour ? À cet égard, l'année 2017 a donné quelques indications claires. Les discours de Xi devant le forum de Davos, en janvier, puis devant le 19e congrès en octobre, ont révélé une détermination du régime à offrir son "modèle" de gouvernance à tous ceux qui le souhaitent : du Moyen-Orient à l'Asie, en passant par nombre de pays africains, voire du Pacifique.

Autoritarisme politique et capitalisme contrôlé

La Chine entend se placer au centre du jeu géopolitique. Et même si elle n'a pas encore la puissance militaire des États-Unis, "*elle ne peut plus se contenter d'être seulement une puissance économique*", déclarait, il y a quelques jours, Yan Xuetong, un universitaire chinois proche de la faction dirigeante. La nouvelle base militaire chinoise de Djibouti, inaugurée en août 2017, constitue un signal de poids. De même, sur le plan diplomatique, Pékin entend développer son influence dans les institutions internationales existantes (notamment le système onusien) et dans celles qu'elle est en train de mettre en place, telles la Banque asiatique pour les investissements dans les infrastructures (BAII) ou le label Belt and Road, qui s'affiche désormais dans la plupart des initiatives chinoises - économiques, scientifiques, culturelles ou éducatives.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.ouest-france.fr/reflexion/point-de-vue/la-chine-veut-elle-etre-un-modele-alternatif-5623178>

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSE

1 – La France n’entend pas lancer d’opération militaire dans le nord de la Syrie en dehors de la coalition anti-EI (OPEX 360, Laurent Lagneau)

Le communiqué diffusé par l’Élysée, après la rencontre du président Macron avec une délégation des Forces démocratiques syriennes (FDS) comprenant des représentants kurdes, arabes et chrétiens, n’évoque pas un renforcement militaire dans le nord de la Syrie à Manbij afin d’empêcher l’offensive que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ne cesse de promettre. Le texte indique seulement que la France soutient les FDS, dont les milices kurdes syriennes (YPG) constituent le gros des troupes, « en particulier pour la stabilisation de la zone de sécurité au nord-est de la Syrie, dans le cadre d’une gouvernance inclusive et équilibrée, pour prévenir toute résurgence de Daesh dans l’attente d’une solution politique au conflit syrien. » Or, avec son opération « Rameau d’olivier », menée contre les YPG, la Turquie détourne les FDS du combat contre Daesh, notamment sur les rives orientales de l’Euphrate, où les jihadistes tiennent encore quelques positions. Seulement, les liens des YPG avec le Parti des travailleurs du Kurdistan turc [classé parmi les organisations terroristes, ndlr] expliquent la position de la Turquie, par ailleurs membre de l’Otan. Aussi, le président Macron, en « prenant acte de l’engagement des FDS à n’avoir aucun lien opérationnel » avec le PKK et « à condamner tout acte à caractère terroriste d’où qu’il vienne », souhaite qu’un « dialogue puisse s’établir entre les FDS et la Turquie avec l’assistance de la France et de la communauté internationale. » Mais avoir des discussions avec les FDS, il n’en est absolument pas question à Ankara. « Nous rejetons tout effort visant à promouvoir un dialogue, des contacts ou une médiation entre la Turquie et ces groupes terroristes », a répondu Ibrahim Kalin, le porte-parole de la présidence turque. « Au lieu de prendre des mesures susceptibles d’être interprétées comme conférant une légitimité à des organisations terroristes, les pays que nous considérons comme amis et alliés doivent prendre fermement position contre le terrorisme dans toutes ses formes. Les noms divers et variés ne sauraient cacher la vraie identité d’une organisation terroriste », a encore ajouté M. Kalin. Le président Erdogan s’est montré plus virulent à l’égard de Paris. « J’aimerais souligner que je suis extrêmement peiné par [...] l’approche totalement erronée de la France à ce sujet. [...] Qui êtes-vous pour parler de médiation entre la Turquie et une organisation terroriste? », a-t-il lancé. Le porte-parole du gouvernement turc, Bekir Bozdogan, s’est quant à lui fait plus menaçant. « Ceux qui coopèrent avec des groupes terroristes contre la Turquie [...] et attaquent la Turquie avec eux, recevront le même traitement que nous infligeons à ces groupes terroristes et seront des cibles pour la Turquie », a-t-il dit. « Nous espérons que la France ne prendra pas une telle mesure irrationnelle », a-t-il insisté. À ce propos, faut-il rappeler l’attitude irresponsable d’un agence de presse officielle turque qui, en juillet 2017, a révélé les positions occupées par les forces spéciales françaises et américaines dans le nord de la Syrie, quitte à compromettre leur sécurité alors que la ville de Raqqa était toujours aux mains de Daesh? Dans cette affaire, l’on marche sur des oeufs. Comment soutenir ceux qui ont été le fer de lance dans le combat contre Daesh tout en ménageant la Turquie, alliée au sein de l’Otan? Visiblement, le président Trump s’en lave les mains étant donné qu’il a promis, le 29 mars, que les troupes américaines déployées actuellement en Syrie seraient bientôt de retour au pays. Pour Paris, ce qui importe le plus est de continuer le combat contre Daesh et d’éviter son retour. Ce

qui ne peut pas se faire sans les FDS. Ce qu'a expliqué une source de la présidence française à l'agence Reuters.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.opex360.com/2018/03/30/france-nentend-lancer-doperation-militaire-nord-de-syrie-de-coalition-anti-ei/>

[Retour au sommaire](#)

2 – Atos prépare l'avenir du soldat connecté (Atos, communiqué de presse)

Paris, 29 mars 2018 – Atos, leader international de la transformation digitale, présente aujourd'hui à l'occasion du retour d'expérience de l'évaluation tactique *Auxylium Battlefield* à l'Hexagone Balard, ses technologies de pointe pour la connectivité du soldat d'aujourd'hui et de demain. Cette évaluation tactique avait pour but de tester le niveau de performance et la pertinence des plus-values opérationnelles apportées par la 4G mobile au service du combattant. A cette occasion Atos a intégré le système de communication Auxylium à un écosystème de technologies mobiles et d'objets connectés militaires.

Les innovations d'Auxylium à l'épreuve d'une opération grandeur nature

Pour *Auxylium Battlefield*, Atos, leader du projet, a adapté Auxylium, la solution 4G de communication, d'information et de commandement des forces armées françaises en opération intérieure, co-développée avec la direction générale de l'armement (DGA), pour permettre l'interconnexion entre les différentes solutions fabriquées par ses partenaires : Thales, TCS, Airbus DS, FN Herstal et RED Technologies. L'évaluation tactique *Auxylium Battlefield* s'est déroulée à Fréjus fin février 2018 dans des conditions se rapprochant des scénarios vécus en opération extérieure. Une série d'innovations au service du combattant ont été mises à l'épreuve auprès de soldats lors de de différentes séquences de combats..

4G et objets connectés au service du combattant

Atos a développé une suite logicielle qui permet d'assurer un flux d'informations entre les différents éléments de l'écosystème Auxylium, avec en son cœur le kit Auxylium composé d'un smartphone, d'un casque *PTT (Push To Talk)* et d'un boîtier Hélium qui permet la connexion transparente aux réseaux 4G mobiles civils et militaires fournis par plusieurs types de bulles mobiles. Un nouveau modèle de poste de commandement mobile et des objets connectés du monde civil ou à vocation militaire ont été intégrés aux services Auxylium. Les combattants ont ainsi pu tester des fusils d'assaut équipés d'un compteur de coups connecté, des drones capables de parcourir un trajet pre-enregistré, des montres tactiles émettant un appel d'urgence ou des jumelles à visée laser, etc. Les opérations militaires ont été orchestrées à partir d'une tablette durcie où le commandement peut suivre les événements et la localisation de ses troupes en temps réel et donner ses ordres en quelques instants. Parmi les services les plus innovants se

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 53

trouve le système de communication sans fil qui permet aux soldats de poursuivre la communication via Auxylium dans et hors des véhicules blindés de combat d'infanterie (« embarqué et débarqué »). Véritable pôle de communication sur une fréquence dédiée aux militaires, cette solution assure un niveau de protection significatif et est capable de pénétrer tout type de terrain. L'évaluation tactique a démontré la pertinence et l'efficacité de l'ensemble des équipements de l'écosystème Auxylium qui favorisent une grande mobilité sur la zone de combat tout en profitant des bénéfices des réseaux militaires ou civils 4G. Le retour d'expérience de l'évaluation tactique qui a eu lieu le 29 mars à l'Hexagone Balard est déterminant pour l'avenir des développements technologiques dans le domaine des télécommunications militaires, dans lesquels Atos est pleinement impliqué.

[Retour au sommaire](#)

3 – Cyberdéfense : quelle stratégie pour la France ? (Institut Montaigne, Agathe Cagé)

Le point avec Agathe Cagé, présidente de l'agence de conseil en stratégie Compass Label et rapporteure générale de la Revue stratégique de cyberdéfense.

Le 12 février 2018, Louis Gautier, Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, a présenté la Revue stratégique de cyberdéfense au Premier ministre Édouard Philippe. Cette revue dresse un constat du risque cyber en France et offre des pistes d'amélioration pour renforcer la résilience de l'Etat et de la nation face à cette menace. Agathe Cagé, présidente de l'agence de conseil en stratégie Compass Label et rapporteure générale de cette revue, nous en présente les conclusions.

Pouvez-vous nous présenter en quelques mots la récente Revue stratégique de cyberdéfense, dont vous avez été rapporteur général ? Quel est son objectif ?

Le Premier ministre a confié au Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale Louis Gautier la conduite d'une Revue stratégique de cyberdéfense afin qu'elle permette le développement et la structuration du dispositif national de protection et de défense informatique opposé à la menace d'origine cyber. Premier grand exercice de synthèse stratégique dans ce domaine, la Revue affirme une nouvelle ambition pour la France dans la cyberdéfense. Analyse des dangers du monde cyber, modèle d'organisation et de gouvernance de la cyberdéfense de la Nation, avancées ambitieuses s'agissant tant de la régulation que de l'économie de la cybersécurité, approche pédagogique et positive de la culture de la sécurité numérique, la Revue stratégique constitue un véritable Livre blanc de la cyberdéfense. Elle pourrait faire date à l'image du Livre blanc sur la défense nationale de 1972, qui avait posé les bases de la stratégie de dissuasion nucléaire française.

Quelle est l'étendue de la cybermenace en France, et quelle est la stratégie actuelle de l'Etat pour y faire face ?

La Revue stratégique pose le constat dès son introduction : les attaques informatiques sont susceptibles de porter à tout moment gravement atteinte aux intérêts de la Nation. La menace cyber ne cesse de croître dans ses formes et son intensité. Elle est aujourd’hui incarnée par des organisations publiques et privées puissantes et structurées. Or l’amélioration du niveau de sécurité des systèmes informatiques ne compense encore actuellement que faiblement cet accroissement du niveau général de la menace. La cyberdéfense de notre pays repose sur un modèle d’organisation et de gouvernance qui sépare les missions et capacités offensives des missions et capacités défensives. La consolidation de ce modèle et l’amélioration de la protection de nos systèmes d’information les plus critiques contre les menaces, proposées par la Revue stratégique, permettront de mieux répondre aux attaques informatiques, voire de les prévenir. La Revue souligne, par ailleurs, la nécessité pour la France de déployer au sein de l’Union européenne une stratégie d’influence promouvant son modèle et de participer activement à la définition des normes régulant le cyberspace aux niveaux européen et international.

Retrouvez l’intégralité de l’article avec ce lien :

<http://www.institutmontaigne.org/blog/cyberdefense-quelle-strategie-pour-la-france-trois-questions-agathe-cage>

[Retour au sommaire](#)

ÉCONOMIE

1 – « De passager clandestin de la mondialisation, la Chine s'affirme aujourd'hui comme son pilote » (IRIS, le point de vue de Barthélémy Courmont)

Le mois de mars a été une période décisive pour le président chinois, illustrant les principaux objectifs de son nouveau mandat. La récente rencontre à Pékin, entre Xi Jinping et Kim Jong-un, est considérée comme une victoire côté chinois, qui semblait ces derniers temps écarté des négociations avec la Corée du Nord. Alors que, l'annonce d'une "guerre commerciale" entre la Chine et les États-Unis, par le président Trump, profite finalement à Pékin. L'analyse de Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS.

La visite historique du président Kim Jong-un à Pékin marquerait-elle une nouvelle étape dans les relations sino/nord-coréenne ? Comment l'interpréter ?

C'est un évènement important, puisque c'est la première fois que Kim Jong-un est reçu en Chine, là où son père et son grand-père s'étaient rendus en visite officielle une dizaine de fois chacun. Depuis son arrivée au pouvoir, le dirigeant nord-coréen souhaitait cette visite que lui refusait Pékin, et c'est donc une victoire diplomatique pour lui, qui vient s'ajouter à la reprise des pourparlers avec la Corée du Sud et l'annonce de la rencontre avec Donald Trump. C'est évidemment un évènement qui doit être associé à cette rencontre prévue avec le président américain, qui traduit la volonté de la Chine de ne pas être écartée des négociations qui peuvent en résulter. Ce n'est donc pas nécessairement une nouvelle étape dans la relation Pékin-Pyongyang, mais la démonstration que la Chine n'entend pas être court-circuitée, et souhaite maintenir une position centrale dans toutes les négociations qui s'annoncent.

La récente révision constitutionnelle marquant la fin de la limite des deux mandats présidentiels, et permettant à Xi Jinping d'être « président à vie » a-t-elle selon vous affectée l'image de la Chine à l'international ? Que doit-on attendre du positionnement de la Chine sur les questions étrangères à l'avenir ? Comment définiriez-vous sa diplomatie ?

Il convient d'abord de rappeler que cette réforme constitutionnelle permet à Xi Jinping de faire un troisième mandat, voire plus, mais il ne s'agit pas d'une transformation du mode de désignation du président chinois. Parler de présidence à vie est donc exagéré, ou alors ce terme devrait s'appliquer dans tous les processus électoraux, démocratique ou non, qui ne sont pas marqués par des limites de mandats. Il est plus probable que Xi Jinping effectue un troisième mandat, et nous verrons ensuite. C'est cependant une décision qui affecte l'image de la Chine dans le monde, et en particulier dans les démocraties occidentales, ce qui nous invite à considérer que la Chine fait le pari, qui peut être risqué, de la stabilité au détriment de l'image. Pari risqué compte-tenu de la volonté de Pékin de jouer un rôle accru dans les affaires

internationales, et stabilité mise en avant pour mettre en œuvre une diplomatie cohérente et efficace. L'avenir nous dira si le pari est gagné. En attendant, cette réforme indique, au-delà de cette symbolique trop commentée autour de la limite des mandats désormais levée, une volonté de replacer la politique, et même l'idéologie, au centre de la politique chinoise. Souvenons-nous du discours de Xi Jinping à l'occasion du 19e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), et les multiples références au parti, qu'il entend consolider. Ce discours est lourd de sens sur les questions intérieures, mais aussi sur les questions internationales, à l'heure où la confrontation des modèles de gouvernance semble s'imposer.

De quelle manière l'annonce d'une "guerre commerciale" entre la Chine et les États-Unis, par le président Trump, est-elle perçue à Pékin ? La récente nomination de Liu He en tant que vice-Premier ministre, chargé de piloter la politique économique et ancien étudiant à Harvard, va-t-elle renforcer l'administration chinoise ?

D'abord, notons que la Chine n'a pas lieu de se réjouir de ces annonces faites par Donald Trump. La situation actuelle profite très fortement à Pékin,

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/110089-de-passager-clandestin-de-la-mondialisation-la-chine-saffirme-aujourd'hui-comme-son-pilote/>

[Retour au sommaire](#)

2 – Nucléaire : difficultés pour le projet franco-japonais en Turquie (Les Echos, Yann Rousseau et Véronique Le Billon)

Cinq ans après l'annonce d'Ankara, le projet de construction de quatre réacteurs Atmea connaît retard, surcoûts et désaffection. En 2013, c'était une victoire spectaculaire et chargée de symboles forts. Encore traumatisés par la catastrophe de Fukushima deux ans plus tôt, les industriels français et japonais du nucléaire remportaient une mégacommande en Turquie. Après des années de négociations, Ankara se proposait de confier au consortium emmené par le français Engie et les japonais Mitsubishi Heavy Industry (MHI) et Itochu la construction de la deuxième centrale nucléaire du pays, dans un contrat évalué alors à 16 milliards d'euros. Quatre réacteurs de troisième génération de type Atmea 1, d'une puissance de 1.100 mégawatts (MW) chacun, conçus par Areva et MHI réunis au sein d'une coentreprise, allaient être construits à Sinop sur la mer Noire. La mise en service d'une première tranche était même annoncée pour 2023. Cinq ans plus tard, ce beau scénario menace de s'effondrer. Lancée après l'annonce de l'accord politique, l'étude de faisabilité du projet doit être rendue à la fin de la semaine et elle montre, selon nos informations, l'impossibilité de tenir les coûts et les délais du chantier promis à la Turquie. Si les industriels refusent encore de communiquer un chiffre officiel, plusieurs sources reconnaissent que le montant des travaux est très supérieur à celui avancé en 2013. Il pourrait atteindre ou même dépasser les 4.000 milliards de yens (30 milliards d'euros), soit le double des premiers calculs. « Il faut regarder Sinop comme une tête de série et dans un contexte où la Turquie est un nouvel entrant dans le nucléaire », indique, dans une interview, une source proche du dossier. Reconnaisant aussi que le calendrier est «

extrêmement ambitieux et difficilement atteignable ». Ces conclusions risquent d' ébranler encore plus la solidarité des entreprises réunies au sein du consortium gagnant .A l' origine , le projet devait être confié à une société fondée par MHI , la société de commerce nipponne Itochu , le français Engie et l' électricien public turc Electricity Generation (EUAS) . Des banques d' Etat nipponnes et les partenaires étrangers devaient assumer l' essentiel des financements avant de livrer une centrale clef en main à leur partenaire turc

Engie ne souhaite plus investir

Or la société de projet n' a toujours pas été créée et plusieurs membres du consortium ne croient plus à la rentabilité du projet , notant qu' il serait impossible de livrer l' électricité au prix initialement promis au gouvernement turc et qui aurait dû permettre à chacun de rembourser ses investissements .

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0301485037984-nucleaire-le-projet-franco-japonais-en-turquie-en-difficulte-2164239.php>

[Retour au sommaire](#)

3 – « Les DRH doivent se saisir du sujet de l'intelligence artificielle » (Le nouvel économiste, Sylvain Duranton, BCG, propos recueillis par Patrick Arnoux))

Les réalités peu connues de l'intelligence artificielle dans l'entreprise par l'un de ses acteurs majeurs

© NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Chronique d'un raz de marée annoncé. Une approche pragmatique, empirique, éclairée par de multiples expériences sur le terrain, renouvelle de façon assez tonique – et surtout bouscule – les discours dominants et académiques sur l'intelligence artificielle... qui mettent souvent en échec sa version humaine. Cet expert mondial du sujet aborde avec un réalisme sans fard les atouts et pièges de cette transformation majeure qui va chambouler toutes les facettes de l'entreprise. À condition d'inverser les priorités actuelles, en faisant passer les RH devant les technos et autres "algos". Il a déjà éprouvé les obstacles à surmonter, le conservatisme des scientifiques, les mauvais prétextes pour ne pas avancer. "Les data scientists qui promettent la lune. On crée des attentes irréalistes, les consultants pareil, les start-up pareil, les marchands de logiciels pareil." Le propos est sans indulgence mais alarmiste si les DRH ne s'emparent pas de l'affaire, qui au demeurant recèle quelques bombes éthiques de toute première grandeur.

Avec l'intelligence artificielle (IA), nous vivons actuellement quelque chose de beaucoup plus profond que la vague Internet, qui n'est jamais qu'un canal de communication.

L'IA concerne tous les domaines de l'entreprise et va profondément changer au quotidien la façon de faire de beaucoup de métiers. Cela mettra du temps. Mon expérience en entreprise m'a appris qu'il ne faut pas beaucoup de temps pour coder un algorithme, c'est facile. Cela représente 10 % de l'effort. Il faut un peu plus de temps pour mettre cet algorithme dans le système d'information – 20 % de l'effort – mais 70 % du travail consiste à accompagner les gens, adapter l'outil et intelligence artificielle à leur quotidien. Or ces changements très profonds prennent davantage de temps. Cela va donc être long mais majeur.

Nous observons déjà des écarts très importants entre entreprises au sein de chaque secteur. Dans l'industrie, de 20 à 25 % des entreprises ont pris le virage, elles ont des organisations, des compétences et quelques solutions qui tournent déjà à l'échelle industrielle. Quand d'autres ont à peine commencé. Certaines entreprises digitales, extrêmement avancées, ne fonctionnent qu'avec l'IA. Dans le secteur bancaire, les fintechs sont toutes construites sur ces techniques. Quelques banques sont déjà très avancées quand d'autres ont à peine démarré. Il y a des acteurs très innovants dans tous les secteurs. Car l'IA est non seulement un élément de croissance mais surtout un puissant facteur de compétitivité. Elle permet à certains des acteurs du digital de prendre très rapidement d'importantes parts de marché. Ainsi en Australie, une société d'assurance s'est créée à partir d'une analyse très fine de certains profils de CSP + afin de leur proposer le produit adapté. Elle partait de rien mais en quelques mois, elle a figuré dans le top 5 australien de la production de contrats.

La méthode

Nous avons identifié un certain nombre d'obstacles à surmonter. Primo, les entreprises lancent beaucoup trop d'initiative à la fois. Nous voyons beaucoup d'entreprises ayant 20 voire 50 initiatives d'intelligence artificielle simultanées. Elles travaillent avec une start-up ici, vont recruter deux data scientists en se disant qu'elles vont faire tout cela. Leurs responsables sous-estiment souvent le fait que l'algorithme ne représente que 10 % du travail. Et beaucoup d'entreprises font 10 fois les 10 % mais très peu font en une fois 100 %

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lenouveleconomiste.fr/les-drh-doivent-se-saisir-du-sujet-de-lintelligence-artificielle-qui-nest-pas-un-sujet-techno-mais-un-sujet-pour-eux-sylvain-duranton-bcg-62984/>

[Retour au sommaire](#)